

QUELLES ORIENTATIONS ? POUR QUEL SYNDICALISME ?

Ces deux questions étaient au cœur des débats du 78ème congrès qui s'est tenu à Toulouse du 1er au 4 mai 1997. Si la définition de nos orientations est l'objet principal de cette instance, celle du syndicalisme peut sembler moins opportune.

Pourtant ces deux débats sont intimement liés. C'est en fonction du rôle accordé à une organisation, que le contenu idéologique et programmatique de sa ligne se définit. Dès lors on peut aisément comprendre que les débats furent houleux entre ceux qui privilégient un syndicalisme «offensif», de transformation sociale, et les partisans d'un syndicalisme de «proximité», axé sur les besoins matériels et quotidiens des étudiants (un terrain actuellement occupé par les corpos).

Pour les 6 délégués de l'UNEF de Caen, la solution à la crise que traverse les syndicats étudiants passe par une complémentarité de ces deux formes d'interventions auprès des étudiants. L'UNEF doit à la fois agir pour garantir le caractère public et laïc de l'Université, assurer le cadre national des diplômes, permettre à tous l'accès à l'enseignement supérieur sans discrimination sociale, défendre les droits des étudiants étrangers, mais également soutenir les étudiants dans leurs difficultés quotidiennes (problèmes sociaux, administratifs, scolaires).

Ces deux conceptions du syndicalisme se sont donc affrontées dans l'analyse de la réforme Bayrou qui fut au cœur des discussions. (voir COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DU CONGRES p.2).

Karine DELPAS, étudiante en maîtrise de biologie, est devenue la nouvelle présidente de l'UNEF.

Cet ACE-UNEF-info n°7 a pour but de dresser le bilan des travaux effectués durant notre congrès. Nous tenons à remercier les nombreux professeurs qui ont répondu à notre souscription ainsi que le SNES et le P.S.

Nicolas G.

COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DU 78ème CONGRES:

Les débats du 78ème congrès de l'UNEF ont porté sur quelques points essentiels: le bilan d'activité de l'organisation dont les Etats Généraux (EG), les projets Bayrou, l'attitude à adopter pour contrer ces projets, le vote ambigu de notre élu au CNESER (Conseil National des Etudes Supérieures Et de la Recherche) ou encore la question de l'unité avec les organisations étudiantes.

Concernant les EG, deux positions se sont affirmées. Certains estimaient nécessaire d'apporter notre contribution à une "bonne" réforme. D'autres évoquaient le piège tendu par le ministre pour enfermer les étudiants et leurs syndicats dans un carcan pré-établi, sous couvert d'une pseudo-démocratie.

Ce débat a vite laissé place à l'attitude déconcertante de notre élu au CNESER, qui s'est abstenu lors de la présentation de l'arrêté général de la réforme des premier et second cycles. Des délégués sont intervenus pour dénoncer le vote au CNESER comme contradictoire avec notre position pour le retrait de l'ensemble des projets

gouvernementaux. S'abstenir signifiait que des points positifs existent dans la réforme pédagogique. Qu'il en existe ou non, cela n'enlève rien à la politique générale de casse des diplômes nationaux, de la recherche et de l'enseignement public supérieur. La délégation caennaise a dénoncé chichement cette réforme comme une addition de mesures anti-étudiantes: suppression de la deuxième session en septembre, dénationalisation accentuée des contenus des diplômes, introduction du patronat à la fac... Notre délégation fût rejointe sur cette question par les UNEF de Rouen, Toulouse, Lille et Limoges. De plus, la réforme pédagogique n'est pas une mesure isolée puisque l'on a évoqué la refonte de l'aide sociale, la création de l'Agence de Modernisation ou le plan Université 2000+. Il s'agit donc d'un plan d'ensemble sur différents secteurs de la vie universitaire.

Il fallait aussi, lors de ce congrès, réfléchir à la meilleure attitude à adopter pour engager un combat d'ensemble. Globalement

d'accord sur les analyses, les congrésistes divergeaient sur les modalités du combat à mener. Pour les uns, il fallait se mobiliser fac par fac. Pour d'autres, il fallait engager une campagne d'information sur les campus dès la sortie du congrès (la plupart des étudiants ignorent encore les projets Bayrou), mais aussi interpeller les syndicats exigeant le retrait des mesures à venir: SNTRS-CGT, SNPRES-FO ou SNCS.

Un dernier gros débat a porté sur la proposition de la direction sortante de créer un «réseau d'organisations étudiantes et de jeunesse» dépassant le simple cadre d'une réunification syndicale avec l'UNEF-ID. Des délégués, dont les Caennais, ont contesté la constitution d'un tel réseau sur des bases non syndicales (il s'agissait de nous lier à la FAGE). Le débat fût âpre, certains dénonçant la rupture avec le syndicalisme, d'autres relativisant la chose. Toujours est-il que cette proposition fût entérinée.

Pour finir, l'UNEF s'engage dans les mois prochains à mener des batailles pour une loi de programmation budgétaire, pour un plan d'urgence pour l'aide sociale et une riposte contre l'extrême droite.

*pour l'ACE-UNEF:
françois*

DE CAEN A TOULOUSE

Quatres jours pour un premier congrès.

En tant que nouvelle militante de l'UNEF, je voudrais vous faire partager mon sentiment à la sortie du congrès national de l'UNEF.

Ce fut tout d'abord celui d'une désillusion. Je pensais y trouver une solidarité et une unité étudiante face aux problèmes engendrés par la réforme BAYROU. Or, si l'on pouvait entendre d'un côté, que notre syndicat était contre cette réforme, la teneur des débats pouvait porter à confusion. Cela s'est confirmé lors des divers votes où certains points de la réforme furent adoptés. De plus, ceux qui réclamaient une ligne plus claire de la part notamment du

bureau national, ont été outrageusement privés du droit de parole. Celui-ci était attribué par le bureau du congrès qui classait les demandes d'intervention.

Tout ceci dresse un tableau bien noir du congrès. Mais, par exemple, le vote «du droit aux papiers pour tous», m'a montré que l'UNEF demeure un syndicat revendicatif et prêt à se battre pour des principes autres que le droit pour tous à l'accès à la photocopieuse...

L'ACE-UNEF doit jouer un rôle moteur au sein de l'Union Nationale, afin de rallier l'ensemble des militants à un syndicalisme combattif. Car, pour moi et pour de nombreux militants, l'UNEF reste un syndicat de lutte.

CECILE.

LA PHOTO DU MOIS



l'ACE-UNEF contre la réforme Bayrou